

Rétention et transition des Autochtones au niveau postsecondaire

La population vieillissante du Canada crée et continuera d'exacerber d'importants problèmes de capacité de la main-d'œuvre. Au cours des deux prochaines décennies, la population d'âinés du Canada doublera tandis que le nombre de travailleurs actifs augmentera de huit pour cent seulement. Ce problème s'aggravera à mesure que le Canada continuera de se remettre de la récession mondiale de 2008.

La population autochtone du Canada croît plus rapidement que la population du pays et, selon Ressources humaines et Développement des compétences Canada, elle a progressé de 20,1 % entre 2001 et 2006. La croissance de la population autochtone offre l'occasion de régler une partie importante des problèmes imminents du Canada sur le plan du marché du travail.

L'éducation est un facteur essentiel à la réussite des Autochtones sur le marché du travail. Selon l'Association des universités et collèges du Canada, 66 % des Autochtones ont terminé leurs études secondaires (les données s'appliquent aux Autochtones en âge de travailler ayant entre 25 et 64 ans). Seulement huit pour cent de ce groupe a obtenu un diplôme universitaire. Or, ceux qui obtiennent un baccalauréat gagnent au-delà de 20 000 \$ de plus que ceux qui ont un diplôme d'études secondaires et sont considérablement plus aptes à travailler.

Santé Canada affirme : « Au cours des dernières années, certains aspects de l'état de santé des populations autochtones se sont améliorés, notamment sur le plan de l'espérance de vie et de la prévention de la mortalité infantile. En dépit de ces progrès, il existe encore des disparités entre l'état de santé général des populations autochtones et celui du reste de la population canadienne. Ainsi, les taux de blessures, de suicides et de diabète sont plus élevés chez les Premières nations et les Inuits. » L'Agence de santé publique du Canada déclare que les principaux facteurs qui influencent la santé de la population sont le revenu et le statut social; les réseaux de soutien social; l'emploi et les conditions de travail.

Une étude réalisée par le Centre d'étude des niveaux de vie illustre ce qui surviendrait si d'ici à 2026 les Autochtones obtenaient les résultats sur le plan de la scolarité et du marché du travail atteints par les Canadiens non autochtones en 2001. Leurs revenus augmenteraient de 36,5 milliards de dollars, les recettes fiscales totales progresseraient de 3,5 milliards de dollars et les dépenses publiques diminueraient de 14,2 milliards de dollars¹.

Les étudiants autochtones, cependant, font face à des obstacles uniques à la formation postsecondaire. Ces obstacles sont d'ordre financier, social et culturel. Les étudiants autochtones tendent à être plus âgés, n'ont souvent pas de parents à proximité ni de soutien communautaire et sont plus aptes à nécessiter des services, notamment de garde d'enfants. En outre, il arrive souvent qu'ils n'aient pas les compétences requises en mathématiques et en sciences à leur arrivée au niveau postsecondaire.

Certains ministères fédéraux ont créé des fonds uniques pour les programmes d'établissements postsecondaires pour certains types d'apprenants autochtones. Certaines de ces initiatives ont démontré que, lorsque les étudiants autochtones reçoivent un soutien ciblé, les taux de rétention s'améliorent et les étudiants obtiennent du succès. Par exemple, en 2007 Santé Canada a octroyé 1 million de dollars sur trois ans à l'Université de Lethbridge pour créer le Support Program for AB original Nursing Students (SPANS). Ce programme a été lancé en réponse à la pénurie d'infirmières autorisées dans les collectivités des Premières nations, Métis et Inuits du Canada. Ce programme unique comporte plusieurs éléments, dont une année d'études préparatoires aux études en soins infirmiers, un mentorat par des aînés, un mentorat par des infirmières autochtones, des possibilités de réseautage social et un tutorat. Le programme a récemment été élargi pour aider les étudiants qui étudient en vue d'obtenir un diplôme de counseling en matière de toxicomanie et en santé publique. Le nombre d'étudiants inscrits au programme est passé de sept à environ 60 en quatre ans. Le taux de rétention du programme est également un

¹ Andrew Sharpe, Jean-François Arseneault, Simon Lapointe et Fraser Cowan, *The Effect of Increasing Aboriginal Educational Attainment on the Labour Force Output and the Fiscal Balance* (Centre d'étude des niveaux de vie, mai 2009). Consultable en ligne à <http://www.csls.ca/reports/csls2009-3.pdf>.

indicateur de succès : parmi tous les étudiants autochtones inscrits au programme SPANS, un seul n'est plus inscrit à un programme d'études postsecondaires. La plupart des étudiants autochtones restent dans un programme universitaire lié à la santé.

Le gouvernement fédéral a annoncé dans son budget du 22 mars 2011 (qui n'a pas été adopté avant la défaite du gouvernement) qu'il collabore avec l'Assemblée des Premières Nations et qu'un groupe d'experts dirigerait un processus participatif en vue d'élaborer des options de changements concrets et positifs dans l'éducation des Premières nations afin que les étudiants réussissent mieux leurs études et profitent de meilleures possibilités.

Le discours du Trône du 3 juin a souligné l'importance d'accroître la réussite scolaire. « En s'appuyant sur les réalisations du Panel national sur l'éducation primaire et secondaire des Premières nations, notre gouvernement travaillera avec des partenaires afin d'apporter des changements concrets et positifs pour donner aux enfants autochtones une meilleure éducation qui leur permettra de réaliser leurs rêves. De plus, il bonifiera l'offre de programmes de formation de base des adultes au sein des territoires pour aider à y accroître les niveaux de scolarité et d'emploi. »

L'exposé budgétaire a donné suite à cet engagement. « Faisant suite à un engagement pris dans le budget de 2010, le gouvernement, en collaboration avec l'Assemblée des Premières Nations, a annoncé qu'un groupe d'experts dirigerait un processus participatif en vue d'élaborer des options de changements concrets et positifs dans l'éducation des Premières nations. On vise ainsi à ce que les étudiants des Premières nations réussissent mieux leurs études et profitent de meilleures possibilités. »

Dans son Rapport Le Point de juin 2011, la vérificatrice générale du Canada a déclaré que le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien « n'a pas encore réussi à réduire l'écart de scolarisation » et que les progrès à l'égard de sa recommandation de 2004 concernant l'élaboration d'une stratégie globale sont jugés « insatisfaisants ».

Recommandation

Que le gouvernement fédéral, dans le cadre de sa stratégie globale sur l'éducation des Autochtones, finance des projets pilotes dans les établissements d'enseignement postsecondaire du Canada afin de renforcer la réussite, la rétention et la transition au marché du travail des étudiants autochtones.